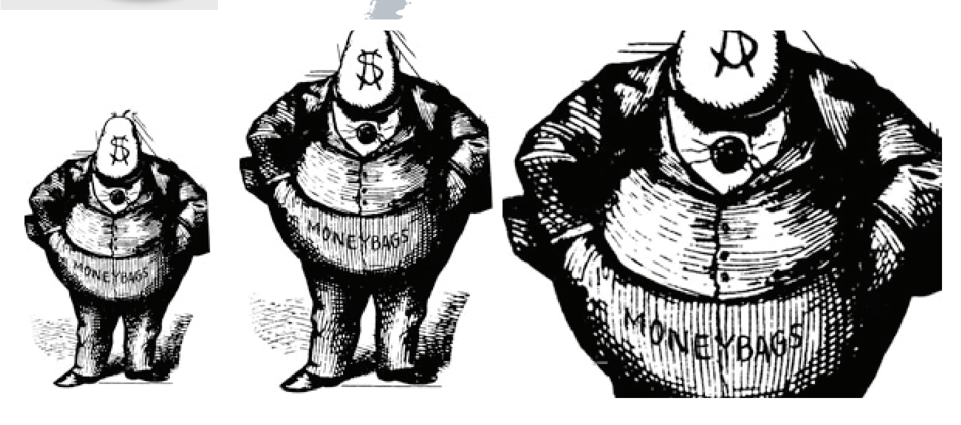
Édition régionale - Lac Saint-Jean-Saguenay

Cause Commune express

Journal anarchiste www.causecommune.net



D'un continent à l'autre, la colère est la même !

Lors du dernier budget provincial, le gouvernement néolibéral québécois décidait de hausser les frais de scolarité de façon drastique, ce qui privera des milliers d'étudiantes et étudiants de leur droit à l'éducation. Mais, plus inquiétant encore, des mesures semblables sont présentement appliquées partout dans le monde au nom du néolibéralisme et de la globalisation de l'économie. Les grands capitalistes de ce monde tentent tant bien que mal de faire avaler la pilule à la population à grand coup de police et de répression mais heureusement, un peu partout, la résistance s'organise !

L'an passé, les étudiantes et étudiants britanniques se sont révolté-e-s face à l'offensive néolibérale de leur gouvernement. L'Angleterre n'avait pas connu de tel mouvement de contestation depuis celui contre la Poll-Tax en 1990 ! Les étudiantes et étudiants de la Corée du Sud ont aussi serré les dents face aux politiques néolibérales; leur mouvement de masse a réussi à faire baisser leurs frais de scolarité de 30% ! En ce moment même, ce sont les étudiantes et étudiants du Chili qui donnent du fil à retordre à leur élite capitaliste locale, à un point tel, que la contestation a gagné toutes les sphères de la population. Après plus de 3 mois de contestations, une grève sociale de 48 heures a été déclenchée le 26 août. Selon les syndicats chiliens, ce serait 80% des travailleurs et travailleuses de la fonction publique qui sont entré-e-s en grève ce jour là. Cependant, les forces répressives ont aussi fait leur marque lors de ces deux jours de grève sociale avec un bilan de 1394 arrestations et deux jeunes victimes de 16 et 18 ans : Manuel Gutiérrez Reinoso et Mario Pinto Parraguéz, abattus froidement par les forces de police chiliennes. Une autre jeune fille de 18 ans fut grièvement blessée par les balles des fusils des forces répressives chiliennes dans la journée du 24 août. Les étudiantes et étudiants du Chili sont actuellement toujours en lutte pour une éducation publique, gratuite et de qualité! La lutte continue !

Maintenant, les étudiantes et étudiants du Québec sont sur le pied de guerre ! Le mouvement se met tranquillement en branle et la répression a déjà commencé à se faire sentir. On l'a vu plus tôt cet été avec les arrestations perpétrées par l'escouade GAMMA (Guet des mouvements marginaux et anarchistes) au sein du mouvement étudiant. Dans un tel contexte, il est primordial de s'organiser contre les offensives du capitalisme et du néolibéralisme et de défendre le droit à l'éducation ! La contestation ne doit pas se limiter aux simples frais de scolarité, il est grand temps de pousser la critique de la société à un autre niveau et d'aller à l'encontre de l'ordre établi ! Tous et toutes ensembles, nous pouvons bâtir une autre société sans oppression, ni dieu, ni maître, ni patron, ni état !



Construisons le contre-pouvoir pas à pas!

Avec le dernier budget provincial, le parti au pouvoir a su se surpasser dans son offensive pour restreindre l'accessibilité et la qualité des services publics en coupant et tarifant encore davantage (TVQ, droits de scolarité, contribution santé, tarifs d'électricité, etc.). Les amis du parti, eux, sont rassurés; leurs privilèges de possédants ne sont pas menacés malgré la crise financière et les scandales de corruption. Le gouvernement libéral est venu à leur secours avec un plan de relance et les grandes entreprises, comme AbitibiBowater à Dolbeau présentement, n'hésitent pas à menacer de fermetures d'usines les travailleurs et travailleuses pour obtenir de fortes concessions de leur part. Et maintenant, avec les mesures d'austérité budgétaire, le gouvernement marchandise les services publics et ouvre la porte au privé pour un grand bar ouvert.

Heureusement, il se trouve encore des gens pour résister contre ce gouvernement corrompu et la montée des inégalités. Au printemps dernier, la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics a été le moteur, au niveau national, d'une importante campagne d'actions de perturbation, dont des occupations de bureaux de ministres un peu partout au Québec. Néanmoins, si nous voulons être en mesure de faire reculer le gouvernement, il faut fédérer nos colères et coordonner nos efforts et ce, au-delà des grandes manifestations nationales. Concrètement, dans notre région, cela signifie que les organismes sociaux (communautaire, syndical, étudiant, …), dans leur travail, dépassent le confinement actuel aux luttes corporatives et aux services d'aide et de soutien, et mobilisent de plus significatifs appuis aux luttes des autres groupes. Il n'y a pas de secret, les grandes mobilisations passent par un travail de sensibilisation et d'éducation populaire. Et rien de mieux pour lutter contre l'apathie et le cynisme que de dépasser le simple intérêt corporatif et tendre vers une vision globale visant la transformation sociale.

Mais pour construire un mouvement populaire unitaire qui puisse renverser la vapeur, il faudrait premièrement que se développe un échange plus constant entre les groupes et un travail de soutien plus affirmé que de simples

suite au verso...

L'Éducation n'est pas une marchandise

C'EST UN DROIT!

Pour l'hiver prochain, une importante mobilisation qui pourrait prendre la forme d'une grève générale illimitée se prépare patiemment depuis de nombreux mois afin d'établir le rapport de force étudiant nécessaire pour que le gouvernement retire ses plans d'hausser les frais de scolarité. Bien que ce soit l'importance de la nouvelle hausse annoncée qui mobilisera massivement les étudiantes et étudiants de la province, celles et ceux-ci ne seront pas sans se douter que cette hausse ne sera pas la dernière et qu'ainsi, la lutte étudiante doit également viser les problématiques d'endettement étudiant et d'accessibilité aux études. Tandis que les médias de masse, comme TVA, se plaisent bien à traiter les étudiantes et étudiants d'enfants gâté-e-s, l'enjeu de la hausse nous apparait comme un enjeu touchant toutes les classes sociales moins fortuné-e-s de la société puisque cette hausse agira directement comme un « filtre de classe » dans l'accès aux études supérieures. C'est pourquoi la défense d'une perspective de gratuité scolaire demeure toujours d'actualité et est autant répandue dans le monde.

Revendiquer pour le réseau d'éducation, du primaire à l'université, la gratuité scolaire, c'est permettre d'extirper l'éducation du rapport marchand. À tout de moins pour y accéder, parce qu'il est vrai qu'on passe ici sous silence l'intervention des entreprises privées dans la structure des écoles.

Permettre aux moins nanti-e-s, aux salarié-e-s précaires ou encore aux chômeurs et chômeuses d'aller (ou retourner) sur les bancs d'école, c'est juste et nécessaire! C'est gage d'une société qui reconnaît qu'il n'y a pas de frontière à l'apprentissage et que l'éducation ne devrait pas être réservée à une élite.

En défendant la gratuité scolaire, nous réclamons la justice sociale et une société plus égalitaire. Comme communistes libertaires, nous appuyons les mouvements sociaux dans leur lutte contre le gouvernement et la classe bourgeoise. La lutte amène les gens à mieux cerner les divisions qui traversent notre société car nous n'avons pas tous et toutes les mêmes intérêts. Il faut se le répéter, la classe politique et économique a tout intérêt à augmenter les frais de scolarité : ils et elles capitaliseront sur notre endettement. Demander que notre éducation soit gratuite confronte l'inégalité des chances hypocritement entretenue par le système capitaliste et patriarcal. Ce n'est pas un hasard si cette mobilisation rencontre des difficultés. Malgré beaucoup de désinformation à l'effet que la gratuité scolaire serait utopique, des estimés l'évaluent à des sommes tout à fait raisonnables à octroyer et de plus en plus de gens se rallient à ce projet.

Même si elle n'est pas gage de l'abolition de l'endettement étudiant, la gratuité scolaire assure néanmoins la différence entre un service et un droit. Nous ne voulons pas d'une éducation qui est réservée à des privilégié-e-s. Nous refusons tout autant de s'endetter pour avoir accès au savoir développé par les chercheuses et chercheurs des générations antérieures et des autres coins de la planète. Nous n'acceptons pas que ce savoir puisse servir à rentabiliser des sociétés privées et commercialiser des brevets. Une éducation publique et gratuite est un pas dans la bonne direction; continuons à faire valoir nos idées de changement pour qu'on sente la nécessité de défendre nos droits.





Agenda socioculturel

28 septembre: Manifestation régionale contre la hausse des frais de scolarité, départ du Cégep de Jonquière à 13h.

5 octobre: Journée internationale de non-prostitution, conférence de Marie Drouin de la Concertation des Luttes contre l'Exploitation Sexuelle et témoignages de femmes ayant un vécu avec la prostitution, organisée par le Collectif du 18 août, Salle Marguerite Tellier, Bibliothèque de Chicoutimi, 19h.

15 octobre: Jeunesse apatride + Disarmed + Toltchocke, avec distro du Collectif Emma Goldman sur place, Boîte à Bleuets, Alma, 8$, 20h.

22 octobre: Manifestation contre le congrès du Parti Libéral, détails à venir sur le blogue, avec présence d'un contingent de l'Union Communiste Libertaire, Québec.

suite de la 'une'...

présences symboliques de permanentes et permanents. En voici un bel exemple; au printemps dernier, une occasion fut manquée. Alors que des intervenants de groupes communautaires du comité de mobilisation de la Coalition régionale opposée à la tarification et la privatisation des services publics planifiaient de faire une occupation du bureau du ministre Serge Simard, les étudiantes et étudiants de la région en ont réalisé une. Au delà d'un certain malaise, cette situation est symptomatique de luttes et de groupes travaillant chacun et chacune pour soi. Si le mouvement étudiant, ainsi que les mouvements syndical, communautaire, féministe, etc., aspirent à faire reculer le gouvernement, il faut s'efforcer de construire un véritable rapport de force en un chantier commun. À ce sujet, les luttes de 2003 contre la réingénierie de l'État ont encore de quoi nous inspirer – les camions de sable pour bloquer l'entrée du Parc des Laurentides, c'était une bien bonne idée!



Le Collectif anarchiste Emma Goldman est une organisation politique active dans la région du Saguenay depuis 2008. Nous militons pour des mouvements sociaux combatifs et l'émergence d'une gauche libertaire large et ouverte. Nous sommes affilié-e-s à l'Union Communiste Libertaire et distribuons le journal Cause Commune et le bulletin régional Le Pic-Bois. Identifié-e-s au courant historique et international du communisme libertaire, nous participons au développement théorique et à l'implantation de ces idées et pratiques.